

# **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES**

## **C.C.T.P.**

Ce document comporte 7 pages

### OBJET DE LA CONSULTATION

**TRAVAUX DE GROSSES RÉPARATIONS  
À LA SALLE DES SPORTS DE NAVARRENNX**

### MAITRE D'OUVRAGE

Communauté de Communes du Canton de NAVARRENNX  
14 rue Saint-Germain  
64190 NAVARRENNX

### MAITRISE D'OEUVRE

Service Technique Intercommunal de l'Agence Publique de Gestion Locale  
**MAISON DES COMMUNES**  
Rue Auguste Renoir  
CS 40609 64006 PAU CEDEX

## **CHAPITRE I : DEFINITION DE L'OPERATION**

Le présent cahier des clauses techniques particulières a pour objet de définir les travaux à réaliser pour les travaux de grosses réparations à la salle des sports à NAVARREX.

## **CHAPITRE II : DESIGNATION DES PARTIES**

- Maître d'Ouvrage : Communauté de Communes du Canton de NAVARREX, représentée par Francis LANSALOT-MATRAS : Président
- Maître d'Œuvre :
  - conception générale: Service Technique Intercommunal de l'Agence Publique de Gestion Locale B.P. 609 64006 PAU CEDEX
  - conception, étude et suivi de chantier de la partie charpente-couverture-bardage-zinguerie : Atelier Etudes Charpentes, 5 rue Marcel Lamarque 65600 SEMEAC
- Bureau de contrôle : APAVE Zone Induspal 64140 LONS
- Diagnostic amiante avant travaux sur la salle : 2CS, 24 rue Maubec, 64230 LESCAR
- Diagnostic amiante avant travaux sur le préfabriqué : Cabinet BARRÈRE, 8 bis, avenue Lasbordes 64420 SOUMOULOU
- Coordonnateur S.P.S : DEKRA 5 rue Satao 64230 LESCAR

## **CHAPITRE III : REMISE DES OFFRES**

La proposition remise par l'entrepreneur candidat devra obligatoirement faire ressortir un prix global forfaitaire hors T.V.A. et T.V.A. incluse.

La décomposition doit être rigoureusement respectée de manière à permettre la ventilation des coûts.

## **CHAPITRE IV : OBSERVATIONS GENERALES**

Il est expressément rappelé à l'entrepreneur soumissionnaire qu'il doit répondre à toutes les conditions imposées par le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.).

Toutes les dispositions précisées au présent C.C.T.P. au devis descriptif quantitatif et sur les plans doivent être respectées, tant en ce qui concerne le choix des matériaux, le mode de construction et les dispositions d'ensemble, celles-ci servant de base pour l'analyse des propositions de consultation.

## **CHAPITRE V : NOTA SUR LE C.C.T.P.**

### **1) Connaissance du devis descriptif :**

L'entrepreneur doit prendre connaissance de l'ensemble du devis descriptif des travaux.

Il est précisé que les prévisions, comme l'exécution des ouvrages doit permettre le complet achèvement des travaux tels que définis dans l'ensemble des documents, pièces écrites ou graphiques.

L'entrepreneur peut demander au maître d'œuvre, au stade de la remise des prix ou de l'étude, toutes précisions utiles sur le projet, étant entendu qu'il ne pourra se prévaloir d'une imprécision, d'un manque de détail, pour réclamer un supplément quelconque, au sujet d'une sujétion relevant de sa spécialité pour la bonne exécution et la finition des ouvrages prévus (le descriptif ne constitue pas une liste exhaustive des prestations à réaliser).

Les clauses ci-dessus étant formelles, le fait de remettre une proposition ou de signer un marché indique leur acceptation sans réserve par l'entrepreneur et aucune réclamation ne sera acceptée après la remise des propositions ou la signature du marché.

## 2) L'énumération des travaux faisant l'objet du présent C.C.T.P. n'est pas limitative :

Les indications des plans et du présent C.C.T.P. et du devis descriptif ont pour but de faire connaître le programme général, le mode de bâtir et la nature des travaux que doit l'entrepreneur.

Par contre le mode de métré qui a servi pour l'établissement du devis descriptif quantitatif ne pourra être modifié.

Il appartiendra à l'entrepreneur de vérifier les prescriptions demandées et les quantités.

Après cette vérification, il devra faire, le cas échéant ses observations par écrit en annexe au devis descriptif quantitatif.

Une fois le marché signé, il ne sera plus fondé à arguer d'une erreur ou d'une omission.

## 3) Connaissance des lieux :

Les prix établis par l'entrepreneur comprendront obligatoirement toutes les sujétions résultant de la situation du chantier et des conditions d'approche et de ravitaillement.

Il ne pourra être admis aucun supplément à ce sujet, l'entrepreneur étant supposé connaître parfaitement les lieux du fait même qu'il remet une proposition.

# **CHAPITRE VI : DOCUMENTS TECHNIQUES ET ADMINISTRATIFS**

## 1) Documents techniques de base :

a) L'ensemble du présent C.C.T.P. constitue la pièce technique écrite particulière de base accompagnée du devis descriptif quantitatif .

b) les plans, coupes, élévations de base établis par le maître d'œuvre et le bureau d'étude.

<u>DESIGNATION</u>		<u>ECHELLE</u>
. Plans architecte		
N° A01	PLAN DE SITUATION - PLAN CADASTRAL	1/200000° - 1/3000°
N° A02	ETAT ACTUEL - PLAN DE MASSE ET DES TOITURES	1/500°
N° A03	PROJET - PLAN DE MASSE ET DES TOITURES	1/500°
N° A04	ETAT ACTUEL - PLAN	1/200°
N° A05	PROJET - PLAN	1/200°
N° A06	ETAT ACTUEL ET PROJET - PLAN TRIBUNES	1/200°
N° A07	ETAT ACTUEL ET PROJET - COUPES	1/200°
N° A08	ETAT ACTUEL - FACADES NORD ET EST	1/200°
N° A09	ETAT ACTUEL - FACADES SUD ET OUEST	1/200°
N° A10	PROJET - FACADES NORD ET EST	1/200°
N° A11	PROJET - FACADES SUD ET OUEST	1/200°
. Document et Plans Bureau d'étude		
N° E12009	Rapport de diagnostic structures	
N° 01	DIAG Plan de conception générale	
N° 01A	DCE Plan de conception générale	

## 2) Règlements :

I - Les travaux devront être exécutés conformément aux règles de l'art ainsi qu'aux prescriptions techniques et normes se rapportant à ces ouvrages.

La signature du marché implique l'obligation formelle imposée à l'entrepreneur

- . au stade de l'étude des offres,
- . au stade de la mise au point du marché et de sa préparation,
- . au stade de l'exécution des travaux

de respecter outre les prescriptions techniques du présent C.C.T.P., les prescriptions techniques comprises dans les textes officiels et notamment :

- les cahiers des charges D.T.U. établis par le groupe de coordination des textes techniques,
- les prescriptions provisoires ayant valeur de cahier des charges D.T.U.,
- les règles de calcul D.T.U.,
- les normes nationales homologuées qui transposent les normes européennes,
- les normes internationales transposées,
- les normes nationales homologuées ne transposant pas les normes européennes ,
- les cahiers des prescriptions spéciales des fournisseurs ainsi que les différents avis techniques édités par le C.S.T.B.

Il sera pris en considération la dernière édition de ces textes et documents avec additifs, suppléments, mise à jour etc. en vigueur le mois précédent celui fixé dans l'acte d'engagement de l'entrepreneur.

II - Les travaux devront être exécutés dans le respect des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, tous textes nationaux ou locaux applicables aux ouvrages de la présente opération.

III - Par ailleurs et en dehors de la qualité des travaux eux-mêmes, l'entrepreneur sera tenu de respecter les spécifications du Décret n° 65-48 du 8 janvier 1965 (J.O. du 20 janvier 1965) relatif aux mesures de protection et de salubrité applicables au chantier de construction ainsi que la législation en vigueur se rapportant de près ou de loin à la réalisation de la construction prévue (lois sociales, réglementation du travail ...).

IV- L'entrepreneur est informé de l'application, à ce chantier de niveau 2, du décret n° 94-1159 du 31 décembre 1994 modifié, réglementant la coordination de sécurité et de protection de la santé. Un coordonnateur de sécurité et de protection de la santé assiste le maître d'ouvrage dès la phase conception du projet.

cf. paragraphe 8.4 : Organisation, sécurité et hygiène des chantiers du C.C.A.P

### 3) Notification des services du Département des Pyrénées-Atlantiques et de l'Etat :

Les travaux seront exécutés conformément aux prescriptions des services du Département et de l'Etat, notamment aux notifications de l'Inspection Départementale des Services d'Incendie et de Secours des Pyrénées-Atlantiques.

Une copie des documents concernés sera délivrée à l'entrepreneur sur sa demande.

## **CHAPITRE VII : AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES**

1) L'entrepreneur devra faire son affaire personnelle de l'obtention des autorisations administratives qui lui seront nécessaires pour la réalisation de ses travaux (autorisation de police, de clôture, de voirie, branchements provisoires sanitaires, etc...).

2) La sortie et l'entrée du chantier seront réglementairement balisées.

## **CHAPITRE VIII : IMPLANTATION**

### 1) Implantation générale et piquetage :

Sans objet.

### 2) Implantation particulière à l'intérieur du bâtiment :

Toutes les implantations seront prévues sur les plans d'exécution de l'entrepreneur.  
Un exemplaire de ces plans signés sera remis au fur et à mesure au maître d'œuvre.

## **CHAPITRE IX : ORGANISATION DU CHANTIER**

### **1) Terrain :**

Avant le début des travaux, l'entrepreneur devra prendre connaissance de l'état des lieux, au niveau de l'accès et des obstacles divers. L'attention est attirée sur la particularité de ce chantier, qui se déroulera en présence du public à proximité de l'établissement :

- . enfants, enseignants, parents au collège,
- . public au dojo et au club-house du Rugby.

Des protections particulières seront prévues à cet effet. Certaines opérations pourront être imposées durant des périodes déterminées (vacances scolaires...).

Le stockage des matériaux et l'implantation des matériels seront soigneusement définis et respectés.

Les cotes de niveaux éventuelles portées au plan devront être contrôlées par l'entrepreneur.

Mêmes observations en ce qui concerne les renseignements graphiques et descriptifs concernant les adductions d'eau, égouts, électricité, etc.

L'entrepreneur pourra procéder à toutes les vérifications qu'il juge utile. Il ne pourra par la suite après la signature des marchés, formuler aucune réclamation basée sur l'inexactitude éventuelle des limites du terrain, du nivellement de ce terrain, de la cote du radier d'égout, etc.

### **2) Accès du chantier et entretien :**

Les voies publiques utilisées pour l'accès au chantier devront être continuellement maintenues en parfait état de propreté et devront faire l'objet d'un nettoyage régulier.

En cas de détérioration, dans la mesure où il pourra être prouvé que l'entrepreneur est reconnu responsable, la remise en état lui sera imputée.

Les clôtures et portails de chantier seront soigneusement établis, entretenus, exploités et respectés.

### **3) Prise de possession du chantier :**

L'entrepreneur devra préalablement à toute installation de chantier demander l'autorisation au maître d'œuvre. L'installation sera effectuée rigoureusement selon le plan d'aménagement du chantier, établi en concertation entre le maître d'œuvre, les entrepreneurs et le coordonnateur de sécurité et de protection de la santé, aucune dérogation ne sera tolérée ensuite à ce plan prévisionnel.

L'entrepreneur réalisera ou fera réaliser les clôtures et portails de chantier, leur balisage signalétique, l'installation d'un bungalow de chantier, avec table et chaises, panneau pour affichage des plans et consignes, l'installation et l'exploitation d'un bloc sanitaire (ou signaler la mise à disposition d'installations par le maître d'ouvrage), les branchements d'eau et d'électricité du chantier. Le montant de ces prestations sera intégré au montant de sa proposition.

### **4) Nettoyage du chantier :**

Cf. articles correspondants du C.C.A.P.

## **CHAPITRE X : RENDEZ-VOUS DE CHANTIER ET DOCUMENTS DE CHANTIER**

### **1) Rendez-vous de chantier :**

L'entrepreneur sera tenu d'assister à tous les rendez-vous de chantier sans convocation spéciale et à tous les rendez-vous exceptionnels qui seront expressément notifiés.

Il ne pourra se faire représenter qu'avec l'accord du maître d'œuvre par un représentant qualifié qui devra posséder les connaissances et disposer des pouvoirs lui permettant de prendre au nom et place de l'entrepreneur empêché toutes décisions utiles et de donner au personnel des ordres en conséquence.

L'absence de l'entrepreneur aux rendez-vous de chantier et son remplacement par des personnes non qualifiées entraîne la responsabilité pleine et entière de cet entrepreneur pour les erreurs et les malfaçons qui pourraient en résulter. Il en sera de même pour les observations et consignes du coordonnateur de sécurité et de protection de la santé qui ne seraient pas suivies d'effet.

L'entrepreneur devra avoir sur place en permanence une personne qualifiée pour surveiller les travaux et recevoir éventuellement les instructions du maître d'œuvre ou du coordonnateur de sécurité et de protection de la santé.

Le maître d'œuvre comme le maître d'ouvrage peuvent exiger le changement des agents de l'entreprise pour insubordination, incapacité ou défaut de probité.

Les comptes-rendus de chantier seront transmis aux différents intervenants par messagerie électronique à la suite des réunions. Ils deviendront contractuels dès transmission si des réserves ne sont pas formulées sous huit jours à compter de la date de réception du compte-rendu.

Les procès-verbaux d'inspection commune et les comptes-rendus de visite du coordonnateur de sécurité et de protection de la santé seront remis à l'intervenant concerné, un exemplaire classé dans le dossier "chantier" de coordination, le dernier conservé par le coordonnateur.

## 2) Documents de chantier :

Un exemplaire du dossier de marché restera en permanence au siège de la collectivité pour être consulté au rendez-vous de chantier.

Un exemplaire du dossier de coordination de sécurité et de protection de la santé restera en permanence dans le bureau de chantier (registre journal). Il comportera les renseignements administratifs du chantier, les informations sur les secours, services et intervenants, le suivi de l'activité de l'entreprise, les procès-verbaux d'inspection commune et comptes rendus de visite. Il sera présenté à toutes réquisitions des représentants autorisés des services d'inspection ou de prévention :

- . Direction Régionale du Travail et de l'Emploi,
- . C.A.R.S.A.T.,
- . O.P.P.B.T.P..

## **CHAPITRE XI : MESURES**

### 1) Généralités :

L'entrepreneur sera tenu de vérifier toutes les cotes portées aux plans.

Aucune mesure ne devra être prise à l'échelle métrique sur les plans.

En cas d'erreur, d'insuffisance ou de manque de cotes l'entrepreneur devra en référer au maître d'œuvre

L'entrepreneur devra veiller à fournir à son personnel les plans dans leur récente mise à jour et à supprimer les exemplaires périmés.

Il transmettra au maître d'œuvre, au bureau d'étude et au bureau de contrôle toutes les notes de calcul et les dessins d'exécution demandés.

### 2) Trait de niveau :

Sans objet.

## **CHAPITRE XII : TROUS - SCELLEMENTS - RACCORDS D'ENDUIT**

L'entrepreneur devra exécuter les percements nécessaires à l'exécution de ses ouvrages, compris les raccords soignés en découlant.

## **CHAPITRE XIII : DOCUMENTS A FOURNIR PAR L'ENTREPRISE**

L'entrepreneur devra soumettre à l'approbation du maître d'œuvre et du bureau d'étude, les schémas, dessins, certificats qui lui seront demandés. Ces documents devront également être transmis au Bureau de Contrôle.

D'autre part, l'entrepreneur devra transmettre en fin de travaux en trois exemplaires, les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages et les plans de récolement des ouvrages.

Un inventaire des matériels, outillages, méthodologies, protections collectives ou individuelles, mis en œuvre par l'entrepreneur, sera remis au coordonnateur de sécurité et de protection de la santé pour la préparation des procès-verbaux d'inspection commune.

Aux fins de constitution du Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage, l'entrepreneur remettra au coordonnateur de sécurité et de protection de la santé un exemplaire des plans d'exécution et notes de calculs, certifiés exacts par le maître d'œuvre.

#### **CHAPITRE XIV : PROVENANCE DES MATERIAUX ET ARTICLES IMPOSES**

Les matériaux et articles dont les marques sont spécifiées au cours du devis descriptif-quantitatif même avec la mention "similaire" ne pourront être remplacés par des matériaux ou articles différents qu'après accord exprès du maître d'œuvre.

Si l'entrepreneur opérait ces substitutions sans l'accord préalable stipulé ci-dessus, les matériaux ou articles seraient refusés et dans le cas où le maître d'œuvre jugerait acceptable leur maintien ils seraient frappés d'un abattement de 10 % minimum du coût du matériel prévu.

#### **CHAPITRE XV : VERIFICATIONS TECHNIQUES**

L'entrepreneur est concerné par des installations techniques (dépose et repose de luminaires et du tableau d'affichage électronique, désenfumage, etc...). Il devra procéder aux vérifications techniques de fonctionnement des installations.

Ces essais et contrôles sont à la charge de l'entrepreneur.

#### **CHAPITRE XVI : PROTECTION DES OUVRAGES - NETTOYAGE AVANT RECEPTION**

1) Pendant toute la durée des travaux l'entrepreneur est responsable de la conservation et du maintien en bon état tant des matériaux, matières premières, matières ouvrées, matériels, engins, outillages et installations de tous ordres que des ouvrages et il est tenu de se garantir de tous vols, détournements, dégradations, avaries, dommages, pertes et destructions de toute nature.

2) L'entrepreneur est tenu de remettre en état ou de réparer ou de remplacer à ses frais, les ouvrages qui lui auraient été endommagés, quelle que soit la cause du dégât et sauf son recours éventuel contre tous tiers responsables.

3) Aucune indemnité ne sera allouée à l'entrepreneur pour les pertes, avaries, dommages dus à sa négligence, son imprévoyance, le défaut de précaution ou de moyens ou les fausses manœuvres.

4) Le chantier sera livré au maître d'ouvrage en parfait état de propreté.